

# JOURNAL OFFICIEL

## DES

### ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOISMATAHITI 74.  
N° 3.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 1  
NO FEPUARE 1925.

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS	3 MOIS
Etablissements français de l'Océanie.	20 fr.	11 fr.	6 fr.
France, Colonies et Union postale....	26 fr.	14 fr.	8 fr.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie, à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : VOIR AUX ANNONCES

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	0 50
Les mêmes, renouvelées : la ligne....	0 25
Annonces commerciales et avis divers : la ligne.....	1 »
Les mêmes, renouvelés : la ligne.....	0 50

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

1925

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

	Pages
22 janvier..... Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 24 novembre 1924, approuvant un arrêté du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, portant prélèvement sur la Caisse de réserve.....	45
22 janvier..... Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 6 décembre 1924, portant application au personnel civil de l'Etat relevant du Ministère des colonies, des dispositions de la loi du 17 avril 1924, réglant l'entrée en carrière et l'avancement des fonctionnaires mobilisés.....	46
22 janvier..... Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 13 novembre 1924, modifiant le décret du 10 juillet 1920, réorganisant le personnel des Administrateurs coloniaux.....	48
22 janvier..... Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 13 novembre 1924, étendant aux corps et services coloniaux organisés par décrets, les dispositions des articles 7 de la loi du 1 <sup>er</sup> avril 1923, et 1 <sup>er</sup> de la loi du 31 mars 1924.....	48
22 janvier..... Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 30 novembre 1924, approuvant le Compte définitif du Budget des Etablissements français de l'Océanie pour l'Exercice 1923.....	49
22 janvier..... Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 28 novembre 1924, réglant la composition et la compétence des commissions de réforme des colonies, pays de protectorat et territoires relevant du Ministère des colonies.....	49
22 janvier..... Arrêté promulguant dans la Colonie les décrets des 8 novembre 1924, fixant le statut : 1° des fonctionnaires et agents relevant directement de l'Administration métropolitaine et en service dans les stations radiotélégraphiques coloniales et ; 2° des auxiliaires en service dans les stations radiotélégraphiques coloniales.....	50
22 janvier..... Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 27 novembre 1924, modifiant le décret du 5 août 1910 en ce qui concerne les fonctionnaires et agents métropolitains des Ponts et chaussées et des Mines détachés aux colonies.....	53
22 janvier..... Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 28 octobre 1924, modifiant le décret du 19 mai 1921 fixant les conditions de tarif ou autres applicables aux mandats-poste et aux valeurs à recouvrer dans les relations entre la France, l'Algérie, les colonies françaises d'une part, et les bureaux français à l'étranger, d'autre part, ainsi que dans les rapports de ces derniers, entre eux.....	54
22 janvier..... Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 16 janvier 1925, prorogeant de six mois le privilège de la Banque de l'Indo-Chine.....	55

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

15 janvier..... Arrêté créant deux classes parmi les Présidents des Conseils de districts de Tahiti, Moorea et Makatea.....	55
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

22 janvier..... Arrêté accordant un délai à M. Charles Bérard, pour l'accomplissement des formalités relatives à une demande de permis de recherches dans la vallée de Faaroa (Raïatea) Ile-Sous-le-Vent.....	56
22 janvier..... Arrêté modifiant les articles 8 et 10 de l'arrêté du 1 <sup>er</sup> décembre 1911.....	56
22 janvier..... Arrêté complétant celui du 1 <sup>er</sup> août 1914 et portant assimilation du personnel local de l'Enseignement.....	56
22 janvier..... Arrêté rendant exécutoire le rôle supplémentaire de la prestation urbaine et de la taxe sur les chiens de la Commune de Papeete, pour le 4 <sup>ème</sup> trimestre 1924.....	57
22 janvier..... Arrêté rendant exécutoires les rôles supplémentaires des perceptions de Papeete, Taravao et Moorea, pour les 3 <sup>ème</sup> et 4 <sup>ème</sup> trimestres 1924.....	57
Extraits.....	58

## AVIS OFFICIELS

Service des Mines. — Demande de permis de recherches déposée au Service des Mines.....	59
Service des Mines. — Permis de recherches établi par le Service des Mines.....	59
Service des Postes. — Avis.....	60

## PARTIE NON OFFICIELLE

Chambre de Commerce de Papeete. — Avis.....	60
---------------------------------------------	----

## DIVERS

Annonces judiciaires.....	60
— commerciales et avis divers.....	60

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

**ARRÊTÉ** promulguant dans la Colonie le décret du 24 novembre 1924, approuvant un arrêté du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, portant prélèvement sur la Caisse de réserve.

(Du 22 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920 ;  
Vu le décret du 24 novembre 1924, approuvant un arrêté du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, portant prélèvement sur la Caisse de réserve,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 24 novembre 1924, approuvant un arrêté du Gouverneur portant prélèvement sur la Caisse de réserve.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 janvier 1925.

RIVET.

**DÉCRET** approuvant un arrêté du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie portant prélèvement sur la Caisse de réserve.

(Du 24 novembre 1924.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 25 mars 1924, approuvant le Budget des Etablissements français de l'Océanie pour l'exercice 1924,

## DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est approuvé l'arrêté en date du 29 août 1924 du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, portant prélèvement d'une somme de 400.000 fr. sur la Caisse de réserve de cette colonie et incorporant cette somme au Budget de l'exercice 1924.

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 24 novembre 1924.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

DALADIER.

**ARRÊTÉ** promulguant dans la Colonie le décret du 6 décembre 1924, portant application au personnel civil de l'Etat relevant du Ministère des colonies, des dispositions de la loi du 17 avril 1924, réglant l'entrée en carrière et l'avancement des fonctionnaires mobilisés.

(Du 22 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920 ;

Vu le décret du 6 décembre 1924, portant application au personnel de l'Etat relevant du Ministère des colonies, des dispositions de la loi du 17 avril 1924, réglant l'entrée en carrière et l'avancement des fonctionnaires mobilisés,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 6 décembre 1924, portant application au personnel civil de l'Etat relevant du Ministère des colonies, des dispositions de la loi du 17 avril 1924, réglant l'entrée en carrière et l'avancement des fonctionnaires mobilisés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 janvier 1925.

RIVET.

## DÉCRET

(Du 6 décembre 1924.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies et du Ministre des finances,

Vu la loi du 17 avril 1924, réglant l'entrée en carrière et l'avancement des fonctionnaires et candidats fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers civils démobilisés de l'Etat ;

Vu le décret du 23 mai 1896, portant règlement d'administration publique sur l'organisation de l'administration centrale du ministère des colonies, modifié ou complété par les décrets des 22 janvier 1898, 18 mars 1909, 19 août 1910, 28 février et 30 mars 1915, 7 février 1917, 9 février 1918, 9 décembre 1919, 31 mars 1920, 20 septembre 1921, 31 décembre 1922, 8 mai, 29 août, 4 et 31 décembre 1923 ;

Vu le décret du 19 février 1921, portant réorganisation du personnel non commissionné des bureaux de l'administration centrale du ministère des colonies ;

Vu le décret du 10 avril 1915, portant organisation du personnel secondaire permanent non commissionné du service intérieur de l'administration centrale des colonies, modifié par les décrets des 8 juin 1918, 21 et 31 juillet 1920 ;

Vu le décret du 7 février 1912, fixant les cadres, les traitements et les règles d'avancement du personnel civil de l'administration pénitentiaire coloniale, modifié par les décrets des 7 octobre 1912, 14 mars et 30 novembre 1914, 18 avril 1918 et 25 septembre 1920 ;

Vu le décret du 25 septembre 1920, fixant les cadres et les traitements du personnel des travaux pénitentiaires ;

Vu le décret du 10 octobre 1914, portant réorganisation du personnel des chemins de fer et des ports de la Réunion, modifié par les décrets des 21 novembre 1915, 17 mars 1921 et 5 juin 1924,

## DÉCRÈTE :

TITRE 1<sup>er</sup>

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 1<sup>er</sup>. — Par dérogation aux dispositions réglementant l'avancement dans les corps ou services de l'administration des colonies soumis à l'application directe de la loi du 17 avril 1924, les agents de ces formations à qui leur ancienneté de services civils, majorée du rappel auquel ils sont en droit de prétendre en vertu de ladite loi, permettrait d'obtenir plusieurs élévations de classe, seront nommés directement à la classe la plus élevée.

Art. 2. — I. — Hors le cas où ils les auraient déjà dépassés antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1924 et celui où ils justifieraient d'une ancienneté totale supérieure, les bénéficiaires de la loi du

17 avril précitée ne peuvent prendre rang avant les agents du même cadre qui étaient en fonctions dans ce cadre le 2 août 1914.

II. — Pour la détermination de l'ancienneté totale visée au paragraphe précédent :

1<sup>o</sup> Pour tous les agents, il est fait état :

a) De la durée des services administratifs, tant dans le cadre commun auquel les agents appartiennent que, s'il y a lieu, dans le cadre qui en ouvre l'accès normalement et en dehors de toute disposition exceptionnelle ; les règles particulières déterminant les conditions d'admission par voie de recrutement latéral, d'un corps dans un autre, continuant d'être observées.

b) De la durée du service militaire actif ;

2<sup>o</sup> Pour les bénéficiaires de la loi du 17 avril 1924, il est, en outre, fait état de l'ancienneté supplémentaire à laquelle ils ont droit en vertu dudit texte, s'ils n'en ont pas déjà bénéficié à un autre titre pour l'obtention de leur grade et classe actuels.

Art. 3. — Les rappels d'ancienneté résultant de l'application de la loi du 17 avril 1924 ne pourront en aucun cas se cumuler avec les avantages de même nature qui auraient déjà été accordés, pour les mêmes motifs, aux bénéficiaires par leur administration.

Art. 4. — Le droit aux rappels d'ancienneté pour services militaires de guerre résulte des inscriptions figurant sur les pièces militaires produites par l'intéressé et, en cas de doute, est établi par une pièce réclamée à l'autorité militaire compétente.

## TITRE II

### DISPOSITIONS SPÉCIALES.

Art. 5. — La restriction indiquée au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 2 du présent règlement ne sera pas opposable au fonctionnaire acceptant un grade ou emploi auquel il est accédé par promotion au choix après inscription au tableau d'avancement, dans l'examen de sa situation vis-à-vis d'un de ses collègues qui, lorsqu'il occupait le grade ou l'emploi inférieur, a vu sa promotion à son grade ou emploi actuel retardée par rapport à celle de fonctionnaires de même catégorie et d'ancienneté équivalente ou inférieure. Pour la comparaison à établir, l'ancienneté totale du fonctionnaire ainsi retardé, calculée comme il est stipulé au paragraphe 2 du même article, est réduite d'autant d'années qu'il a été dressé de tableaux d'avancement annuels sur lesquels il n'a pas figuré, à partir de celui auquel certains de ses collègues du même grade ou emploi, d'ancienneté équivalente ou inférieure à l'époque, ont été inscrits.

Toutefois, cette dernière règle ne sera pas appliquée s'il est dûment établi que le retard apporté à l'inscription de l'intéressé au tableau d'avancement résulte uniquement du fait que sa qualité de mobilisé l'a seule empêché d'être noté et proposé par ses supérieurs hiérarchiques dans l'ordre civil, et que ses notes antérieures à sa mobilisation auraient justifié cette inscription.

La commission chargée de l'établissement du tableau d'avancement sera compétente pour apprécier à quel tableau d'avancement le fonctionnaire en cause aurait pu être inscrit et déterminer ainsi, s'il y avait lieu, la durée de la période de réduction de l'ancienneté totale des services à lui décompter.

Art. 6. — Pour l'application des dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 3 de la loi du 17 avril 1924, les fonctionnaires qui, au moment de la mobilisation, étaient en disponibilité et qui ont été réintégrés moins de deux ans après leur démobilisation, sont considérés comme réintégrés dans le cadre à compter soit du 2 août 1914, soit de leur mobilisation effective si elle est postérieure, à moins que le retard apporté à leur réintégration ne ré-

sulte de leur volonté formellement exprimée par écrit, en réponse aux propositions qu'ils auraient reçues de leur administration.

Hors le cas où ils pourraient revendiquer le bénéfice de l'article 2 de la loi susvisée, les rappels d'ancienneté qu'ils recevront de ce fait ne sauront être supérieurs à la durée effective de leurs services militaires de guerre.

Le temps écoulé entre leur démobilisation et leur réintégration, s'il est supérieur à huit jours, sera compté comme interruption de service.

Art. 7. — I. — Les expéditionnaires de l'administration centrale du ministère des colonies mobilisés pendant la campagne de guerre contre l'Allemagne, qui, après avoir subi avec succès les épreuves des trois premiers concours à l'emploi de rédacteur ouverts depuis la fin des hostilités, ont été, ou seront nommés à cet emploi seront considérés comme ayant été nommés rédacteurs à la suite du premier concours postérieur au 2 août 1914, auquel ils auraient pu prendre part, et seront placés par avancements successifs dans la situation que peuvent occuper actuellement les rédacteurs nommés suivant le cas, le 1<sup>er</sup> juillet 1915 ou le 1<sup>er</sup> juillet 1917 et ayant obtenu des avancements normaux.

II. — Pour l'application de ces dispositions, les intéressés seront considérés comme ayant subi le premier concours postérieur au 2 août 1914, auquel ils auraient pu normalement participer, eu égard aux conditions d'âge et de durée de services imposées à cet effet par les dispositions réglementaires en vigueur le 2 août 1914, ou à compter de leur date d'application, par celles qui les ont ultérieurement remplacées.

Pendant la durée de la guerre, les concours sont supposés avoir eu lieu le 1<sup>er</sup> juin 1915 et le 1<sup>er</sup> juin 1917 et la nomination des candidats admis avoir été prononcée à compter du 1<sup>er</sup> juillet suivant.

III. — En cas de non participation à un concours, les rappels d'ancienneté susvisés sont réduits d'un temps égal à celui qui s'est écoulé entre le premier concours réel auquel les intéressés pouvaient prendre part et celui auquel ils ont effectivement participé sans que cette réduction puisse excéder deux ans pour chaque concours.

En cas d'échec à un concours, les mêmes rappels sont réduits d'un temps égal à celui qui s'est écoulé entre le concours auquel les intéressés ont pris part sans succès et le concours qui a immédiatement suivi et également sans pouvoir excéder deux ans. En cas de double échec, ils sont totalement supprimés.

Art. 8. — I. — Les commis principaux ordinaires et commis de l'administration pénitentiaire coloniale mobilisés pendant la campagne de guerre contre l'Allemagne qui, après avoir subi avec succès les épreuves des concours à l'emploi de commis principal rédacteur ouverts les 16 janvier 1923 et 15 avril 1924 ont été ou seront nommés à cet emploi à la suite de ce concours, recevront un rappel d'ancienneté égal à la période écoulée entre la date à laquelle ils auraient été admis dans le cadre des commis principaux rédacteurs à la suite du premier concours postérieur au 2 août 1914, auquel ils auraient pu se présenter (cette date et ce premier concours étant déterminés comme il est stipulé au paragraphe II ci-après) et la date de leur entrée effective dans le même cadre. Ce rappel ne pourra pas être supérieur à cinq années.

II. — Pour l'application de ces dispositions, les intéressés seront considérés comme ayant subi le premier concours postérieur au 2 août auquel ils auraient pu normalement participer eu égard aux conditions d'importance de solde et de durée de services imposés à cet effet par les dispositions en vigueur le 2 août 1914 ou, à compter de leur date d'application, par celles qui les ont ultérieurement remplacées.

Pendant la durée de la guerre, les concours sont supposés avoir eu lieu respectivement les 1<sup>er</sup> mars 1916, 1<sup>er</sup> janvier 1917, 1<sup>er</sup> janvier 1918 et 1<sup>er</sup> janvier 1919 et la nomination des candidats admis avoir été prononcée à compter respectivement des 1<sup>er</sup> juin 1916, 1<sup>er</sup> avril 1917, 1<sup>er</sup> avril 1918 et 1<sup>er</sup> avril 1919.

Le classement entre eux des agents rattachés au même concours sera opéré en tenant compte des points effectivement obtenus par les intéressés au concours qui a entraîné leur admission.

III. — En cas de non-participation à un concours, les rappels d'ancienneté susvisés sont réduits d'un temps égal à celui qui s'est écoulé entre le premier concours réel auquel les intéressés pouvaient prendre part et celui auquel ils ont effectivement participé.

En cas d'échec à un concours, les mêmes rappels sont réduits d'un temps égal à celui qui s'est écoulé entre le concours auquel les intéressés ont pris part sans succès et le concours qui a immédiatement suivi. En cas de double échec, ils sont totalement supprimés.

Art. 9. — Le Ministre des colonies et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 6 décembre 1924.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des colonies,*  
DALADIER.

*Le Ministre des finances,*  
CLÉMENTEL.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 13 novembre 1924, modifiant le décret du 10 juillet 1920, réorganisant le personnel des Administrateurs coloniaux.

(Du 22 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920 ;

Vu le décret du 13 novembre 1924, modifiant le décret du 10 juillet 1920, réorganisant le personnel des Administrateurs coloniaux,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 13 novembre 1924, modifiant le décret du 10 juillet 1920 réorganisant le personnel des Administrateurs coloniaux.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 janvier 1925.

RIVET.

## DÉCRET

(Du 13 novembre 1924.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 10 juillet 1920, portant réorganisation du personnel des administrateurs coloniaux, et les décrets subséquents ;

Vu la loi du 14 avril 1924, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires ;

Le conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le deuxième alinéa de l'article 23 du décret du 10 juillet 1920, susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Le nombre des administrateurs ainsi détachés ne peut dépasser 3 p. 100 de l'effectif total du corps. »

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 13 novembre 1924.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des colonies,*  
DALADIER.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 13 novembre 1924, étendant aux corps et services coloniaux organisés par décrets, les dispositions des articles 7 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1923, et 1<sup>er</sup> de la loi du 31 mars 1924.

(Du 22 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920 ;

Vu le décret du 13 novembre 1924 étendant aux corps et services coloniaux organisés par décrets les dispositions des articles 7 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1923 et 1<sup>er</sup> de la loi du 31 mars 1924.

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 13 novembre 1924, étendant aux corps et services coloniaux organisés par décrets, les dispositions des articles 7 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1923, et 1<sup>er</sup> de la loi du 31 mars 1924.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 janvier 1925.

RIVET.

## DÉCRET

(Du 13 novembre 1924.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu l'article 7 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1923 sur le recrutement de l'armée, ensemble les articles 1<sup>er</sup> et 2 de la loi du 31 mars 1924 pour l'application des paragraphes 3 et 5 de l'article 7 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1923 ;

Vu l'article 127 B, de la loi de finances du 13 juillet 1911 ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les dispositions de l'article 7 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1923, à l'exception des premier et dernier alinéas, et celles de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 31 mars 1924, sont applicables au personnel des corps et services coloniaux organisés par décrets et entretenus sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies, pays de protectorat français et territoires à mandat, relevant du Ministère des colonies.

Art. 2. — Les conditions d'application du présent décret sont déterminées par arrêtés du Ministre des colonies.

Art. 3. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 13 novembre 1924.

GASTON DOUMERGUE.

*Le Ministre des colonies,*

DALADIER.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 30 novembre 1924, approuvant le Compte définitif du Budget des Etablissements français de l'Océanie, pour l'Exercice 1923.

(Du 22 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920 ;

Vu le décret du 30 novembre 1924, approuvant le Compte définitif du Budget des Etablissements français de l'Océanie pour l'Exercice 1923,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 30 novembre 1924, approuvant le Compte définitif du Budget des Etablissements français de l'Océanie, pour l'Exercice 1923.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 janvier 1925.

RIVET.

DÉCRET approuvant le Compte définitif du Budget des Etablissements français de l'Océanie, pour l'Exercice 1923.

(Du 30 novembre 1924.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est approuvé le Compte définitif du Budget des Etablissements français de l'Océanie pour l'Exercice 1923, arrêté en Conseil d'administration en recettes à la somme de 9.084.860 fr. 26 et en dépenses à la somme de 6.850.265 fr. 65.

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 30 novembre 1924.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des colonies,*

DALADIER.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 28 novembre 1924, réglant la composition et la compétence des commissions de réforme des colonies, pays de protectorat et territoires relevant du Ministère des Colonies.

(Du 22 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906 du 17 juillet 1920 ;

Vu le décret du 28 novembre 1924, réglant la composition et la compétence des commissions de réforme des colonies, pays de protectorat et territoires relevant du Ministère des colonies ;

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécuté selon ses forme et teneur le décret susvisé du 28 novembre 1924 réglant la composition et la compétence des commissions de réforme dans les colonies, pays de protectorat et territoires relevant du Ministère des colonies.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 janvier 1925.

RIVET.

## DÉCRET

(Du 28 novembre 1924.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 20 de la loi du 14 avril 1924, portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires, ensemble l'article 22 du règlement d'administration publique du 2 septembre 1924, rendu pour l'application de cette loi ;

Sur le rapport du Ministre des colonies et du Ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Pour l'exécution de l'article 20 de la loi du 14 avril 1924, et de l'article 22 du règlement d'administration publique du 2 septembre 1924, il est institué au chef-lieu de chaque colonie, pays de protectorat ou territoire relevant du Ministère des colonies, une commission de réforme composée comme suit :

Le chef de la colonie, pays de protectorat ou territoire dont relève l'intéressé ou son délégué, président.

Le trésorier-payeur ou son représentant, membre.

Le chef de service de l'intéressé ou son représentant, membre.

Un médecin de la commission de rapatriement désigné par le chef du service de Santé, membre.

Deux agents du même service que l'intéressé et élus par leurs collègues ou, à défaut, un ou deux agents d'un autre service également élus, membres.

Art. 2. — Les fonctionnaires relevant d'un même chef de service constituent un groupe qui élira les deux délégués membres de la commission pour les affaires concernant les agents du même groupe.

Le personnel désigne deux délégués et deux suppléants qui, les uns et les autres, sont renouvelés en cas de besoin.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, le président, a voix prépondérante.

Art. 3. — Lorsque la commission est appelée à statuer sur le cas d'un chef de service, elle est obligatoirement présidée par le gouverneur, résident supérieur, lieutenant gouverneur ou chef de territoire.

Art. 4. — La commission de réforme est compétente à l'égard de tous les fonctionnaires civils résidant dans la colonie, pays de protectorat ou territoire lorsqu'ils sont titulaires d'emplois conduisant à une pension d'invalidité civile du régime de la loi du 14 avril 1924.

Art. 5. — A titre exceptionnel, la commission de réforme du Ministère des colonies aura seule compétence pour apprécier l'invalidité des gouverneurs, résidents supérieurs, lieutenants gouverneurs ou chefs de territoires.

Art. 6. — Le Ministre des colonies et le Ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 28 novembre 1924.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

DALADIER.

Le Ministre des finances,

CLÉMENTEL.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie les décrets des 8 novembre 1924, fixant le statut : 1<sup>o</sup> des fonctionnaires et agents relevant directement de l'Administration métropolitaine et en service dans les stations radiotélégraphiques coloniales et ; 2<sup>o</sup> des auxiliaires en service dans les stations radiotélégraphiques coloniales.

(Du 23 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920 ;

Vu les décrets des 8 novembre 1924, fixant le statut : 1<sup>o</sup> des fonctionnaires et agents relevant directement de l'Administration métropolitaine et en service dans les Stations radiotélégraphiques coloniales ;

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécutés selon leur forme et teneur les décrets susvisés des 8 novembre 1924, fixant le statut : 1<sup>o</sup> des fonctionnaires et agents relevant directement de l'Administration métropolitaine et en service dans les stations radiotélégraphiques coloniales et ; 2<sup>o</sup> des auxiliaires en service dans les stations radiotélégraphiques coloniales.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 janvier 1925.

RIVET.

DÉCRET

(Du 8 novembre 1924.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Vu la loi de finances du 25 février 1901, article 55, portant que toute mesure ayant pour objet d'augmenter le nombre ou les traitements des fonctionnaires et agents rémunérés sur le budget de l'Etat doit faire l'objet d'un décret contresigné par le Ministre des finances ;

Vu la loi du 18 octobre 1919, art. 9 ;

Vu les décrets des 5 mars 1907 et 31 juillet 1919 relatifs à l'exploitation des postes de télégraphie sans fil ;

Vu le décret du 17 juin 1912 créant un service de télégraphie sans fil pour l'entretien et l'exploitation des stations relevant de l'administration des postes et des télégraphes ;

Vu les décrets des 29 décembre 1917 et 29 juillet 1922 réglant la situation du personnel métropolitain des postes et des télégraphes détaché aux colonies ;

Vu les décrets des 2 mars 1910 et 11 septembre 1920 sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial ;

Vu le décret du 11 novembre 1904, modifié par le décret du 6 février 1906, relatif aux congés des agents à l'étranger ou aux colonies relevant directement de l'administration métropolitaine ;

Vu le décret du 16 mai 1922 fixant la situation du personnel des câbles sous-marins ;

Vu le décret du 26 février 1920 réglant les taux et conditions d'attribution des indemnités pour frais de mission du personnel des postes et des télégraphes ;

Sur le rapport des Ministres des finances, du commerce et de l'industrie, de la guerre et des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — A compter du jour de leur débarquement et jusqu'à la date de leur embarquement pour rentrer en France, les fonctionnaires et agents relevant directement de l'administration métropolitaine et en service dans les stations radiotélégraphiques coloniales bénéficient des émoluments suivants :

1<sup>o</sup> Traitement d'Europe ;

2<sup>o</sup> Supplément colonial dont la quotité est celle déterminée



suivant la colonie d'affectation par le règlement sur la solde applicable aux fonctionnaires coloniaux proprement dits;

3<sup>e</sup> Prime annuelle de :

4.000 fr. pour les commis, agents mécaniciens et agents manipulant à un traitement d'Europe inférieur ou égal à 6.500 fr. ;

6.000 fr. pour les agents de ces mêmes catégories en possession d'un traitement d'Europe supérieur à 6.500 fr.

6.500 fr. pour les fonctionnaires et agents d'un grade supérieur à ceux de commis et d'agent mécanicien ;

9.000 fr. pour le chef de poste ;

4<sup>e</sup> Indemnité de cherté de vie fixée par arrêté du sous-secrétaire d'Etat des postes et des télégraphes, compte tenu, notamment du coût des vivres et des loyers dans chaque résidence. Cette indemnité ne peut pas être supérieure à l'indemnité de zone fixée pour les mêmes résidences par les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies.

Pour les fonctionnaires et agents logés au frais de l'administration, l'indemnité de cherté de vie est réduite d'une somme correspondant aux dépenses de loyer. Elle peut même être retenue complètement si l'intéressé est logé et nourri gratuitement.

L'indemnité de cherté de vie est due pendant la présence effective dans les stations ou les territoires dont dépendent ces stations.

Art. 2. — Les fonctionnaires et agents relevant directement de l'administration métropolitaine et en service dans les stations radiotélégraphiques coloniales ont droit aux frais de mission prévus à l'article 10 du décret du 26 février 1920.

Les fonctionnaires et agents envoyés en mission spéciale autre que celles ci-dessus prévues dans les stations de leur réseau ou dans les territoires auxquels elles appartiennent ont droit au remboursement des frais de transport (nourriture non comprise). Pendant la durée de leur mission, ils reçoivent le traitement d'Europe, la prime annuelle, le supplément colonial, l'indemnité de cherté de vie de leur résidence normale, ainsi que les indemnités journalières de mission ci-après :

1<sup>er</sup> En dehors de leur résidence, mais dans l'intérieur de la colonie où ils résident (mission exigeant au moins un repas au dehors) :

Directeur, inspecteur et contrôleur principal, 20 fr.

Contrôleur, commis, agent mécanicien, 15 fr. ;

2<sup>o</sup> En dehors de la colonie de résidence :

Directeur, inspecteur et contrôleur principal, 30 fr.

Contrôleur, commis, agent mécanicien, 25 fr.

Ces taux d'indemnités sont diminués respectivement de 5 fr. à partir du 31<sup>e</sup> jour.

Durant les périodes de quarantaine, le régime est le même que pendant les traversées.

Art. 3. — En ce qui concerne les congés, les fonctionnaires et agents relevant directement de l'administration métropolitaine et en service dans les stations radiotélégraphiques coloniales sont assujettis au régime prévu par le décret du 11 novembre 1904, modifié par le décret du 6 février 1906, sous réserve de la disposition ci-après :

Les fonctionnaires et agents devront justifier de vingt mois consécutifs de service dans les stations de Bamako et de Brazzaville et de trois années de service consécutives à la station de Tananarive, pour pouvoir prétendre au congé administratif prévu à l'article 2 du décret du 11 novembre 1904.

Art. 4. — Les fonctionnaires et agents bénéficiant de congés administratifs ou de convalescence rétribués reçoivent, en sus de leur traitement d'Europe, une allocation égale à la moitié de la

prime annuelle prévue à l'article 1<sup>er</sup>, à dater du jour inclus de leur embarquement pour la France jusqu'à la date exclue de leur débarquement à la colonie. Cette allocation est sujette à réduction dans le cas de congé à demi-solde dans les mêmes conditions que le traitement. Elle est également réduite de moitié à partir du septième mois de congé lorsque la durée du congé est supérieure à six mois.

Ceux employés temporairement dans la métropole bénéficient, pendant toute la durée de la période où ils sont maintenus en service, des mêmes allocations qu'en position de congé rétribué. Cette période ne peut dépasser une année.

Pendant le séjour dans un hôpital colonial, le supplément colonial, la prime annuelle et l'indemnité de cherté de vie continuent d'être payés aux fonctionnaires et agents, à charge pour eux d'acquitter les frais d'hospitalisation. Ces frais pourront être remboursés en partie par décision spéciale du sous-secrétaire d'Etat.

Art. 5. — A défaut de fonctionnaires ou agents titulaires métropolitains, le personnel des stations radiotélégraphiques coloniales est remplacé, soit, après entente avec le ministre de la guerre, par des militaires ayant appartenu ou appartenant à une station radiotélégraphique de l'armée, soit par des auxiliaires civils.

Art. 6. — Les auxiliaires militaires sont, au point de vue de l'avancement, de la solde, des congés et de la discipline, régis par les règlements militaires. L'administration des postes et des télégraphes rembourse au département de la guerre la solde et les indemnités d'ordre général auxquelles le militaire aurait droit, compte tenu de son grade, dans la résidence où fonctionne la station.

Art. 7. — Le statut des auxiliaires civils est fixé par décret rendu sur la proposition des ministres du commerce et de l'industrie, des finances, de la guerre et des colonies.

Art. 8. — Les ministres du commerce et de l'industrie, des finances, de la guerre et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 novembre 1924.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce  
et de l'industrie.*

RAYNALDY.

*Le Ministre des finances,*  
CLÉMENTEL.

*Le Ministre de la guerre,*  
GAL NOLLET.

*Le Ministre des colonies,*  
DALADIER.

## DÉCRET

(Du 8 novembre 1924.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 8 novembre 1924 fixant le statut des fonctionnaires et agents relevant directement de l'administration métropolitaine et en service dans les stations radiotélégraphiques coloniales ;

Sur le rapport des ministres des finances, du commerce et de l'industrie, de la guerre et des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — A défaut de fonctionnaires ou agents titulaires métropolitains et d'auxiliaires militaires, le personnel des stations radiotélégraphiques coloniales est recruté par le directeur du service de la T. S. F. dans les conditions indiquées par le présent décret.

Préalablement à leur utilisation, les candidats souscrivent l'engagement de servir dans une station coloniale pendant cinq ans, à compter de la fin d'une période de trois mois, au cours de laquelle ils reçoivent dans une station radiotélégraphique le complément d'enseignement professionnel nécessaire. Ils sont avisés, en outre, que l'administration se réserve le droit de les congédier sans indemnité, ni préavis au cours ou à l'issue de cette période de trois mois, si leur aptitude à l'emploi est jugée insuffisante et qu'ils ne peuvent se prévaloir de leur utilisation à titre auxiliaire pour obtenir leur titularisation dans l'avenir.

L'engagement prescrit ci-dessus et les réserves qui accompagnent sont consignés par l'intéressé sur une feuille spéciale, signée par lui, datée du jour de son établissement et destinée à être conservée au dossier de candidature.

Art. 2. — Les candidats doivent être de nationalité française et avoir satisfait aux obligations militaires.

Ils ont à produire les références suivantes :

a) Pour ingénieurs : diplôme de l'école supérieure d'électricité ou d'une école de niveau analogue ;

b) Pour sous-ingénieur : diplôme d'une école d'arts et métiers ou d'une école de niveau analogue ;

c) Pour mécanicien : diplôme de l'une des écoles suivantes : Cluses, Besançon, Diderot, Dorian ; d'une école nationale professionnelle, d'une école pratique d'industrie ou brevet de second-maître ou quartier-maître mécanicien ou torpilleur de la marine de l'Etat, ou certificat attestant deux années au moins de travail dans un atelier de mécanique ou d'électricité ; savoir travailler au tour et à la lime ;

d) Pour contrôleur : avoir rempli les fonctions d'agent manipu-

lant dans une station radiotélégraphique de l'administration au moins pendant cinq ans et être très bien noté ;

e) Pour agent manipulant : savoir transmettre au Morse et lire au Sounder, avec priorité pour les candidats comptant deux ans de service au moins dans les stations radiotélégraphiques civiles ou militaires ou à bord des bâtiments.

Art. 3. — Les candidats adressent leur demande au directeur du service de la télégraphie sans fil.

Ils reçoivent, pendant une période de trois mois, dans une station radiotélégraphique, le complément d'enseignement professionnel nécessaire. Ceux d'entre eux dont, au cours ou à l'issue de cette période, l'aptitude serait jugée insuffisante, sont congédiés sans indemnité.

Art. 4. — L'engagement prévu à l'article 1<sup>er</sup> est susceptible de renouvellement pour une ou plusieurs périodes de trois ou de cinq ans. La demande de renouvellement doit être établie par l'intéressé dès le commencement de la dernière année du contrat et notification de sa décision en être faite par le directeur de la T. S. F. dans les six mois qui suivent la date de dépôt de la demande.

L'engagement peut être rompu par décision du directeur du service de la T. S. F. sans préavis, si l'intéressé a été l'objet d'une condamnation grave. L'auxiliaire temporaire qui se rend coupable d'actes d'indiscipline ou de fautes de service est d'abord prévenu que le retour de faits semblables entraînerait son licenciement. En cas de récidive, son congédiement est prononcé après préavis de deux mois.

Art. 5. — La rétribution allouée aux auxiliaires temporaires diffère suivant la colonie dans laquelle se trouve le poste auquel ils sont affectés.

Art. 6. — Pendant leur période d'instruction en France, les auxiliaires temporaires reçoivent une rétribution mensuelle égale au traitement de début d'un agent de la métropole appartenant à la catégorie à laquelle ils seront assimilés.

Art. 7. — Pendant la période consécutive au débarquement à la colonie, la rétribution annuelle est fixée comme suit pour le personnel des postes de Bamako et de Tananarive :

AUXILIAIRES faisant fonctions	1 <sup>re</sup> ANNÉE		2 <sup>e</sup> ANNÉE		3 <sup>e</sup> ANNÉE		4 <sup>e</sup> ANNÉE		5 <sup>e</sup> ANNÉE	
	A. O. F.	Madagascar	A. O. F.	Madagascar	A. O. F.	Madagascar	A. O. F.	Madagascar	A. O. F.	Madagascar
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
D'ingénieur.....	26.000	25.000	26.000	25.000	27.000	26.000	27.000	26.000	30.000	29.000
De sous-ingénieur.....	20.000	19.000	20.000	19.000	21.000	20.000	21.000	20.000	23.000	22.000
De contrôleur.....	18.000	17.000	18.000	17.000	19.000	18.000	19.000	18.000	20.000	19.000
D'agent mécanicien.....	14.000	13.000	14.000	13.000	15.000	14.000	15.000	14.000	17.000	16.000
D'agent manipulant.....	10.500	10.000	10.500	10.000	11.000	10.500	11.000	10.500	13.000	12.000

A partir de la 6<sup>e</sup> année, la rétribution est augmentée tous les 18 mois de 1.000 fr. en ce qui concerne le faisant fonctions d'ingénieur et de sous-ingénieur et de 500 fr. pour les auxiliaires

des autres catégories, sans toutefois que ces rétributions puissent dépasser les maxima suivants :

	INGÉNIEURS	SOUS-INGÉNIEURS	CONTRÔLEURS	AGENTS mécaniciens	AGENTS manipulants
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
Tananarive.....	35.000	28.000	24.000	20.000	16.000
Bamako.....	36.000	29.000	25.000	21.000	17.000



Art. 8. — Outre la rétribution visée à l'article 7, les auxiliaires reçoivent l'indemnité de cherté de vie dans les mêmes conditions que les fonctionnaires et agents métropolitains affectés aux mêmes postes.

Art. 9. — Les auxiliaires du service des stations radiotélégraphiques coloniales auront droit au remboursement de tous les frais (nourriture comprise) résultant de leur voyage et de celui de leur famille, tant sur le territoire français qu'à l'étranger et aux colonies, lorsqu'ils rejoindront leur poste pour la première fois et lorsqu'ils le quitteront en vertu d'une nomination à une autre résidence.

Dans tous les autres cas, ces auxiliaires voyageant sur l'ordre ou avec l'autorisation de l'administration n'auront droit au remboursement des frais (nourriture comprise) résultant de leur voyage et de celui de leur famille que pour le parcours effectué hors de France.

En chemin de fer et à bord des paquebots, ils voyageront, ainsi que leur famille, dans la même classe que les fonctionnaires et agents métropolitains en service aux colonies, appartenant à la catégorie à laquelle ils seront assimilés ; ils bénéficieront du remboursement des frais de transport pour leurs bagages dans les mêmes conditions que ces derniers.

Toutefois, les prescriptions dudit article ne s'appliquent pas aux auxiliaires qui seraient congédiés par application de l'article 4 du présent décret ou cesseraient volontairement leurs fonctions avant l'expiration de leur contrat.

Art. 10. — Les auxiliaires des stations radiotélégraphiques coloniales ont droit aux mêmes congés administratifs et de convalescence que les fonctionnaires et agents titulaires appartenant aux mêmes postes. Ils reçoivent pendant la période de congé, du jour inclus de leur embarquement pour la France au jour exclu de leur débarquement à la colonie, la moitié de la rétribution coloniale.

Pendant le séjour dans un hôpital colonial, ils conservent leur rétribution intégrale, mais ils doivent acquitter les frais d'hospitalisation.

Art. 11. — Les Ministres du commerce et de l'industrie, des finances, de la guerre et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 novembre 1924.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce  
et de l'industrie,*

RAYNALDY.

*Le Ministre des finances,*  
CLÉMENTEL.

*Le Ministre de la guerre,*  
G<sup>l</sup> NOLLET.

*Le Ministre des colonies,*  
DALADIER.

**ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 27 novembre 1924, modifiant le décret du 5 août 1910 en ce qui concerne les fonctionnaires et agents métropolitains des Ponts et chaussées et des Mines détachés aux colonies.**

(Du 23 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920 ;

Vu le décret du 27 novembre 1924, modifiant le décret du 5 août 1910 en ce qui concerne les fonctionnaires et agents métropolitains des Ponts et chaussées et des Mines détachés aux colonies ;

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 27 novembre 1924, modifiant le décret du 5 août 1910 en ce qui concerne les fonctionnaires et agents métropolitains des Ponts et chaussées et des Mines détachés aux colonies ;

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 janvier 1925.

RIVET.

#### DÉCRET

(Du 27 novembre 1924.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu la loi du 20 mars 1894, portant création du Ministère des colonies ;

Vu le décret du 2 mars 1894 et les actes subséquents, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial ;

Vu le décret du 8 juillet 1897 et les actes subséquents, concernant les indemnités de route et de séjour et les passages des officiers, fonctionnaires et agents civils et militaires des services coloniaux ou locaux ;

Vu le décret du 5 août 1910, portant réorganisation du personnel des travaux publics et des mines des colonies autres que l'Indochine, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, modifié par les décrets des 7 mars 1913, 2 mai 1914, 16 décembre 1915, 1<sup>er</sup> février 1919, 11 septembre 1920, 4 mai 1921 et 27 juillet 1923 ;

Sur le rapport du Ministre des colonies,

#### DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le paragraphe VIII de l'article 12 du décret du 5 août 1910 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les fonctionnaires et agents des cadres métropolitains des ponts et chaussées, des mines et de l'hydraulique agricole en service aux colonies, qui, par voie d'examen, d'avancement dans leur cadre d'origine ou de reclassement dans ces mêmes cadres par application des lois des 1<sup>er</sup> avril 1923 (art. 7) et 17 avril 1924, viennent à remplir les conditions qui leur permettraient d'entrer au service colonial, par application de l'article 11 du décret du 5 août 1910 avec un grade ou une classe supérieur, peuvent être promus à ce grade ou à cette classe, quelle que soit leur ancienneté dans l'échelon colonial qu'ils occupent, sur la

proposition motivée du Gouverneur, après avis de la commission prévue à l'article 11 susvisé.

« Ces promotions porteront effet, au point de vue de l'ancienneté coloniale, de la date des mutations métropolitaines qui les auront motivées. »

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 27 novembre 1924.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,  
DALADIER.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 28 octobre 1924, modifiant le décret du 19 mai 1921, fixant les conditions de tarif ou autres applicables aux mandats-poste et aux valeurs à recouvrer dans les relations entre la France, l'Algérie, les colonies françaises d'une part, et les bureaux français à l'étranger d'autre part, ainsi que dans les rapports de ces derniers bureaux entre eux.

(Du 23 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, sur le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920 ;

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon sa forme et teneur, le décret susvisé du 28 octobre 1924, modifiant celui du 19 mai 1921, fixant les conditions de tarif ou autres applicables aux mandats-poste et aux valeurs à recouvrer dans les relations entre la France, l'Algérie, les colonies françaises d'une part, et les bureaux français à l'étranger d'autre part, ainsi que dans les rapports de ces derniers bureaux entre eux.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 janvier 1925.

RIVET.

DÉCRET

(Du 28 octobre 1924.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 3 de la loi du 14 août 1907 portant approbation des actes du congrès postal de Rome, ainsi conçu :

« Seront également fixées par des décrets insérés au *Bulletin des lois* les conditions de tarifs ou autres applicables dans les relations postales des bureaux français à l'étranger, soit entre eux, soit avec la France et l'Algérie, soit avec les colonies ou établissements français et pays étrangers. »

Vu le décret du 16 juin 1909 concernant le service des mandats et celui des recouvrements dans les relations avec les bureaux de poste français à l'étranger, modifié par le décret du 2 mars 1913 ;

Vu la loi du 30 mars 1921, portant approbation des actes du congrès postal de Madrid ;

Vu les décrets du 27 mars 1924 modifiant les décrets du 30 mars 1921 relatifs à l'exécution de l'arrangement de l'union postale en ce qui concerne les services des mandats-poste et des recouvrements ;

Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Dans les relations entre la France, l'Algérie, les colonies françaises, d'une part, et les bureaux français à l'étranger, d'autre part, ainsi que dans les rapports de ces derniers bureaux entre eux, le droit à percevoir sur les mandats-poste ordinaires, sur les mandats de recouvrement et sur les mandats d'abonnement aux journaux est fixé à 50 centimes par 50 fr. ou fraction de 50 fr. jusqu'à 100 fr. et à 50 centimes par 100 fr. ou fraction de 100 fr. pour les sommes en excédent des 100 premiers francs.

Ces mandats peuvent être grevés d'une taxe complémentaire de change.

La taxe de l'avis de paiement d'un mandat est fixé à 75 centimes si la demande est présentée au moment de l'émission et à 1 fr. 50 si la demande est formulée postérieurement au dépôt des fonds.

Toute demande de renseignement concernant le sort d'un mandat, pour lequel un avis de paiement n'aura pas été demandé au moment de l'émission, donnera lieu à la perception de la taxe de 1 fr. 50, qui pourra toutefois, être restituée à l'expéditeur lorsque par suite d'une faute de service, le mandat n'aura pas atteint son but et devra, pour ce motif, être remboursé.

Art. 2. — Le maximum des mandats-poste est fixé comme il suit :

1° A 1.000 fr. par titre dans les relations entre la France, l'Algérie, d'une part, les bureaux français à l'étranger, d'autre part, ainsi que dans les rapports de ces derniers bureaux entre eux ; aucun expéditeur ne peut déposer plus de 1.000 fr., le même jour, au profit du même destinataire ;

2° A 1.000 fr. par titre dans les relations entre les colonies du groupe de l'Afrique occidentale française, les colonies du groupe de l'Afrique équatoriale française, Madagascar et dépendances, l'Indochine française, la Côte française des Somalis, les Etablissements français de l'Océanie, la Nouvelle-Calédonie, les Nouvelles-Hébrides, Saint-Pierre et Miquelon, les territoires à mandat du Togo et du Cameroun, d'une part, et les bureaux français à l'étranger, d'autre part ; aucun expéditeur ne peut déposer plus de 1.000 fr., le même jour, au profit du même destinataire ;

3° A 500 fr. par titre dans les relations entre la Réunion, la Guadeloupe et dépendances, la Guyane française, la Martinique, les établissements français dans l'Inde, d'une part, et les bureaux français à l'étranger, d'autre part ; aucun expéditeur ne peut déposer plus de 500 fr., le même jour, au profit du même destinataire.

Art. 3. — Les conditions du régime international concernant le recouvrement par la poste des valeurs commerciales ou autres, payables à vue et sans frais, sont applicables aux valeurs déposées dans les bureaux français à l'étranger à destination de la France, de l'Algérie et des colonies françaises.

La taxe d'affranchissement d'un envoi de valeurs à recouvrer est celle d'une lettre recommandée de même poids pour la même destination.

Il est perçu, sur le montant de chaque valeur recouvrée, un droit d'encaissement de 45 centimes.

Une rémunération de 5 centimes par valeur recouvrée est allouée au facteur encaisseur par prélèvement sur le droit d'encaissement. Les facteurs receveurs perçoivent à leur profit une double rémunération lorsqu'ils ont effectué personnellement le recouvrement; ils n'ont droit qu'à une seule rémunération si le recouvrement a été opéré par un facteur attaché à leur établissement.

Toute valeur demeurée impayée après avoir été présentée à l'encaissement est passible d'une taxe de présentation de 30 centimes.

Art. 4. — Le montant de chaque envoi de valeurs à recouvrer déposé dans les bureaux français à l'étranger ne peut dépasser le maximum fixé par l'article 2 pour les mandats à destination de la France, de l'Algérie et des colonies françaises.

Art. 5. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1925.

Art. 6. — Le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 octobre 1924.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République:

*Le Ministre du commerce  
et de l'industrie,*

RAYNALDY.

*Le ministre des finances,*  
CLÉMENTEL.

*Le Ministre des colonies,*  
DALADIER.

**ARRÊTÉ** promulguant dans la Colonie le décret du 16 janvier 1925, prorogeant de six mois le privilège de la Banque de l'Indo-Chine.

(Du 24 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 16 janvier 1925, prorogeant de six mois le privilège de la Banque de l'Indo-Chine;

Vu le télégramme ministériel (Circulaire 3/4), du 18 janvier 1925,

**ARRÊTE:**

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 16 janvier 1925, prorogeant de six mois le privilège de la Banque de l'Indo-Chine.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 janvier 1925.

RIVET.

## DÉCRET

(Du 16 janvier 1925.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,  
Sur le rapport des Ministres des colonies, des finances et des affaires étrangères;

Vu le sénatus consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 21 janvier 1875, instituant la Banque de l'Indo-Chine et approuvant les statuts de cet établissement, ensemble les décrets des 20 février 1888, 16 mai 1900, 5 avril 1901, 5 mars, 5 décembre 1919, 4 janvier 1920, 12 janvier 1921, 12 janvier 1922, 17 janvier 1923 et 10 janvier 1924, portant prorogation du privilège de la Banque de l'Indo-Chine et modifications aux dits statuts;

Vu le décret du 4 août 1914, relatif au remboursement des billets et à la fixation du montant de l'émission des billets de la Banque;

Vu le décret du 17 décembre 1919, déterminant la composition et les attributions de la Commission de surveillance des banques coloniales d'émission;

La Commission de surveillance des banques coloniales entendue;

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le privilège concédé à la Banque de l'Indo-Chine par les décrets des 21 janvier 1875, 20 février 1881 et 16 mai 1900, modifiés par les décrets des 5 avril 1901 et 5 décembre 1919, prorogé par décrets des 12 janvier 1921, 12 janvier 1922, 17 janvier 1923 et 10 janvier 1924, est prorogé de six mois à partir du 21 janvier 1925, en Indo-Chine, dans les Etablissements français de l'Océanie, en Nouvelle Calédonie et dépendances, dans les Etablissements français de l'Inde et à la Côte française des Somalis.

Art. 2. — Les Ministres des colonies, des finances et des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 janvier 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République:

*Le Président du Conseil,  
Ministre des affaires étrangères,*

HERRIOT.

*Le Ministre des colonies,*  
DALADIER.

*Le Ministre des finances,*  
CLÉMENTEL.

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

**ARRÊTÉ** créant deux classes parmi les Présidents des Conseils de districts de Tahiti, Moorea et Makatea.

(Du 15 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'arrêté du 22 décembre 1897, modifié le 3 janvier 1900, réorganisant les Conseils de districts de Tahiti, Moorea;

Vu la décision du 14 mai 1919, portant à 1.800 francs l'indemnité allouée aux Présidents de Conseils de districts;

Vu les prévisions budgétaires;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

**ARRÊTE:**

Article 1<sup>er</sup>. — Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1925, il est créé deux

classes parmi les Présidents des Conseils de districts de Tahiti, Moorea, et Makatea ;

Art. 2. — Les allocations annuelles attribuées aux intéressés à titre de frais de représentation et de service seront les suivants :

1 <sup>re</sup> classe.....	3.000 francs.
2 <sup>me</sup> classe.....	2.400 francs.

Art. 3. — Les Présidents des Conseils de districts entrant en fonctions seront nommés à la 2<sup>me</sup> classe. Ils seront promus à la 1<sup>re</sup> classe sur proposition du Secrétaire Général, ils pourront être rétrogradés à la 2<sup>me</sup> classe sur rapport motivé du Secrétaire Général.

Art. 4. — Les Présidents des Conseils de districts actuellement en fonctions sont placés à la 1<sup>re</sup> classe pour prendre rang du 1<sup>er</sup> janvier 1925.

Art. 5. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 15 janvier 1925.

RIVET.

Par le Gouverneur :

*Le Secrétaire Général,*  
SOLARI.

ARRÊTÉ accordant un délai à M. Charles Bérard, pour l'accomplissement des formalités relatives à une demande de permis de recherches dans la vallée de Faaroa (Raiatea), Iles-Sous-le-Vent.

(Du 22 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu le décret minier du 17 octobre 1917, modifié par celui du 23 février 1918, et notamment les articles 20 et 21 du premier de ces actes ;

Vu la requête de M. Charles Bérard, en date du 9 janvier 1925, tendant à obtenir un délai pour la production du plan de surface au 1/10.000<sup>e</sup>, ainsi que pour l'implantation du poteau signal, indiquant l'emplacement du terrain, faisant l'objet de sa demande du permis de recherche dans la vallée Faaroa à Raiatea, Iles-Sous-le-Vent, enregistré sous le n° 32 ;

Sur la proposition du Chef du Service des Travaux publics et des Mines ;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est accordé à M. Charles Bérard, un délai expirant le 10 juillet 1925, pour la production du plan de surface au 1/10.000<sup>e</sup> et l'implantation du poteau signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de sa demande de permis de recherches pour le minerai de titane et les minéraux de la catégorie "d" dans la vallée Faaroa (Raiatea), Iles-Sous-le-Vent.

Art. 2. — Le Chef du Service des Travaux publics et des Mines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 janvier 1925.

RIVET.

Par le Gouverneur :

*Le Chef du Service des Travaux publics et des Mines,*  
G. HAYEM.

ARRÊTÉ modifiant les articles 8 et 10 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1911.

(Du 22 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu le décret du 5 août 1910, portant réorganisation du Service des Travaux publics et des Mines des colonies ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1911, portant réorganisation du Service des Travaux publics ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1920, portant amélioration des traitements du personnel des Travaux publics ;

Sur la proposition du Chef du Service des Travaux publics et avis conforme du Secrétaire Général de la colonie ;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'article 8 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1911 est modifié comme suit :

Les Commis principaux du cadre local des Travaux publics sont choisis parmi les commis de 1<sup>re</sup> classe de ce grade remplissant les conditions exigées pour l'avancement ou parmi les candidats appartenant au Service depuis plus de deux ans sans faire partie des cadres, ayant rempli pendant ce temps les fonctions de commis principal faisant l'objet de propositions favorables de la part du Chef du Service des Travaux publics et ayant subi avec succès les épreuves d'un examen spécial, passé devant une Commission nommée par le Gouverneur.

Art. 2. — L'article 10 de l'arrêté précité est modifié comme suit :

Tout agent nommé à un grade dans le cadre local des Travaux publics débute par la dernière classe de ce grade, sauf en ce qui concerne les agents déjà en service, mais ne faisant pas partie des cadres, qui débiteront dans la classe leur conférant une solde au moins égale à celle qu'ils avaient avant leur nomination.

Art. 3. — Le Secrétaire Général, et le Chef du Service des Travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté, qui sera communiqué, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 janvier 1925.

RIVET.

Par le Gouverneur :

*Le Secrétaire Général,*  
SOLARI.

*Le Chef du Service des Travaux publics,*  
G. HAYEM.

ARRÊTÉ complétant celui du 1<sup>er</sup> août 1914 et portant assimilation du personnel local de l'Enseignement.

(Du 22 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 1914, réorganisant l'Instruction publique ;

Vu le décret du 2 mars 1910, sur la solde, modifié par celui du

11 septembre 1920, fixant le régime de la solde et des accessoires du personnel des cadres locaux et supprimant la formalité de l'approbation ministérielle préalable de certains arrêtés des Gouverneurs généraux et Gouverneurs des Colonies ;

Sur le rapport du Secrétaire Général ;

Le Conseil d'Administration entendu,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'arrêté du 1<sup>er</sup> août 1914 est complété ainsi qu'il suit :

Les instituteurs et institutrices titulaires et stagiaires du cadre local seront assimilés aux fonctionnaires de la 3<sup>me</sup> catégorie en ce qui concerne les frais de route, de séjour et le classement en cours de voyage ou d'hospitalisation ou pour toute autre cause.

Art. 2. — Les instituteurs et institutrices du cadre Métropolitain affectés à la Colonie continueront à être classés conformément au tableau annexé au décret du 3 juillet 1897.

Art. 3. — Toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont et demeurent abrogées.

Art. 4. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 janvier 1925.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,

SOLARI.

ARRÊTÉ rendant exécutoire le rôle supplémentaire de la prestation urbaine et de la taxe sur les chiens de la Commune de Papeete, pour le 4<sup>me</sup> trimestre 1924.

(Du 22 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu les articles 160 et 161 du décret financier du 30 décembre 1912 ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881, sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu le § 2 de l'article 25 du décret du 28 décembre 1885, sur le Gouvernement de la Colonie ;

Le Conseil d'Administration entendu,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est rendu exécutoire le rôle supplémentaire de la prestation urbaine et de la taxe sur les chiens de la Commune de Papeete, pour le 4<sup>me</sup> trimestre 1924, s'élevant à la somme totale de : quatre cent soixante-treize francs vingt centimes, savoir :

Prestation urbaine.....	462 »
Taxe sur les chiens.....	10 »
Frais d'avertissement.....	1 20
Total.....	<u>473<sup>fr</sup> 20</u>

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 janvier 1925.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service des Douanes  
et Contributions,

L. LARQUÈRE.

ARRÊTÉ rendant exécutoires les rôles supplémentaires des perceptions de Papeete, Taravao et Moorea, pour les 3<sup>me</sup> et 4<sup>me</sup> trimestres 1924.

(Du 22 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881, sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu le § 2 de l'article 25 du décret du 28 décembre 1885, sur le Gouvernement de la Colonie ;

Le Conseil d'Administration entendu,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont rendus exécutoires les rôles supplémentaires des perceptions de Papeete, Taravao et Moorea pour les 3<sup>me</sup> et 4<sup>me</sup> trimestres 1924, s'élevant ensemble à la somme de : vingt-deux mille trois cents francs quarante centimes, savoir :

#### PERCEPTION DE PAPEETE.

##### Rôle supplémentaire du 4<sup>me</sup> trimestre 1924.

Impôt personnel.....	96 »
Prestation rurale.....	210 »
Taxe sur les voitures.....	305 58
Patentes fixes.....	8.705 54
— proportionnelles.....	352 30
Formules de patente.....	110 »
Frais d'avertissement.....	6 »
	<u>9.785 42</u>

##### Rôle supplémentaire des 3<sup>me</sup> et 4<sup>me</sup> trimestres 1924.

Taxe additionnelle sur les patentes..	1.432 41
Frais d'avertissement.....	4 60
	<u>1.437 01</u>

Total de la perception de Papeete..... 11.242 43

#### PERCEPTION DE TARAVAO.

##### Rôle supplémentaire du 4<sup>me</sup> trimestre 1924.

Impôt personnel.....	1.296 »
Prestation rurale.....	9.072 »
Taxe sur les voitures.....	8 72
Patentes fixes.....	428 94
— proportionnelles.....	28 32
Formules de patente.....	65 »
Frais d'avertissement.....	23 20
	<u>10.922 18</u>

##### Rôle supplémentaire des 3<sup>me</sup> et 4<sup>me</sup> trimestres 1924.

Taxe additionnelle sur les patentes..	123 99
Frais d'avertissement.....	1 70
	<u>125 10</u>

Total de la perception de Taravao..... 11.047 87

#### PERCEPTION DE MOOREA.

##### Rôle supplémentaire du 3<sup>me</sup> trimestre 1924.

Taxe additionnelle sur patentes....	10 »
Frais d'avertissement.....	0 10
	<u>10 10</u>

Total de la perception de Moorea..... 10 10

Total général..... 22.300<sup>fr</sup> 40

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 janvier 1925.

RIVET.

Par le Gouverneur :

*Le Chef du Service des Douanes  
et Contributions,*

L. LARQUÈRE.

## EXTRAITS

### Actes du Gouvernement local.

Par décision du Gouverneur, n° 27, en date du 15 janvier 1925, le nommé Tautu a Taumihau, Agent de police à Mataiea, est révoqué de ses fonctions pour compter du 16 janvier 1925, pour négligences habituelles et absence sans autorisation de son poste.

Le nommé Manea a Paatoa, est nommé Agent de police en remplacement de Tautu a Taumihau, révoqué.

Par arrêté du Gouverneur, n° 29, en date du 16 janvier 1925, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M<sup>me</sup> Maruarii a Teraituri, née à l'île Rurutu, le 28 janvier 1876, fille de Teraituri a Tamaru et de Teraitoa a Parau, à l'effet de contracter mariage avec M. Tang Mou Leen, n° 1019, dit aussi Lau Lee Hin.

Par arrêté du Gouverneur, n° 30, en date du 16 janvier 1925, dispense de la production du consentement authentique de sa mère est accordée à M. Grégoire Umateu, à l'effet de contracter mariage avec M<sup>lle</sup> Jeanne Georgette Pothier.

Par arrêté du Gouverneur, n° 31, en date du 16 janvier 1925, dispense de production de son acte de naissance est accordée à M<sup>lle</sup> Tehuitoofa a Tau, fille de Tau a Tatou et de Roura a Mateha, née à Papetoai (Moorea), en 1874, à l'effet de contracter mariage avec M. Tetuaeaha a Maopi.

Par décision du Gouverneur, n° 32, en date du 19 janvier 1925, M. Pugeault Charles, est nommé Sous-Agent spécial à Huahine, pour compter du 1<sup>er</sup> février 1925, en remplacement de M. Chevrier, dont la démission est acceptée pour compter de la même date.

Au point de vue passages et déplacements dans la Colonie, il sera classé à la 3<sup>me</sup> catégorie.

Par décision du Gouverneur, n° 33, en date du 19 janvier 1925, M<sup>me</sup> Pugeault, Infirmière brevetée de l'Assistance publique de la Ville de Paris est nommée Infirmière à Huahine, pour compter du 1<sup>er</sup> février 1925, en remplacement de M. Chevrier, dont la démission est acceptée pour compter de la même date.

Au point de vue passages et déplacements dans la Colonie, elle sera classée à la 3<sup>me</sup> catégorie.

Par décision du Gouverneur, n° 34, en date du 19 janvier 1925, une Commission composée de :

MM. le Secrétaire Général, *Président* ;

le Maire de Papeete, *Membre* ;

Redeuilh, Contrôleur du Service des Contributions, *Membre* ;

Fromentin, Commissaire de police, *Membre* ;

Gallien, Commis principal du Secrétariat Général, *Secrétaire*.

se réunira le 21 janvier 1925, à 9 heures au cabinet du Secrétaire

Général, en vue d'examiner les demandes de secours et d'adresser au Gouverneur ses propositions concernant les allocations de secours pour l'année 1925.

Par décision du Gouverneur, n° 36, en date du 20 janvier 1925, une Commission d'enquête est instituée à l'effet d'examiner les faits reprochés à M<sup>me</sup> V<sup>ve</sup> Adams, Institutrice à Hitiaa.

Cette Commission sera composée de :

MM. Buillard, Commis principal du Secrétariat Général, *Président* ;

Eymeric, Institutteur métropolitain, Directeur de l'Ecole Centrale, *Rapporteur* ;

Chataigner, Commis des Postes.

Par décision du Gouverneur, n° 37, en date du 20 janvier 1925, une Commission composée de :

MM. Hayem, Chef du Service des Travaux publics, *Président* ;

Dubouch, Greffier en Chef des Tribunaux ;

Rayappin, Commis auxiliaire principal du cadre local,

se réunira, au Palais de justice, sur la convocation de son Président à l'effet de détruire les ouvrages mentionnés sur la liste ci-jointe, établie par la Commission nommée par décision du Gouverneur en date du 11 décembre 1924, à l'effet de procéder à l'inventaire de la Bibliothèque des Tribunaux.

Par décision du Gouverneur, n° 38, en date du 21 janvier 1925, une Commission est instituée pour procéder, à partir du 1<sup>er</sup> février 1925, au récolement des inventaires des Hôtels et du matériel en service et en approvisionnement dans les divers services de la Colonie.

Cette Commission est composée de :

MM. Faugerat, Receveur des Domaines, *Président* ;

Redeuilh, Contrôleur du Service des Contributions,

Rayappin, Commis chargé du Matériel,

elle se réunira sur la convocation de son Président.

Elle proposera pour la destruction ou la vente tous objets qu'elle jugera hors d'usage.

Par décision du Gouverneur, n° 39, en date du 21 janvier 1925, M. Sandford (Paul), est nommé Agent actif de 4<sup>e</sup> classe du Service des Douanes et Contributions.

Par décision du Gouverneur, n° 51, en date du 23 janvier 1925, une Commission composée du Chef du Service des Travaux publics, *Président* ; du Chef du Service Topographique et de M. Lafforgue, Commis de 1<sup>re</sup> classe du Secrétariat Général, *Membres* ; se réunira sur la convocation de son Président pour faire passer à M. J. A. Alfonsi, Adjoint technique du Service des Travaux publics, les examens prévus par l'arrêté du 22 janvier 1925, en vue de l'obtention du grade de Commis principal du cadre local des Travaux publics.

Par décision du Gouverneur, n° 55, en date du 24 janvier 1925, une permission de 30 jours est accordée à M<sup>lle</sup> Mollon, Institutrice à Mahina, pour compter du 1<sup>er</sup> février 1925.

Par décision du Gouverneur, n° 56, en date du 24 janvier 1925, M<sup>me</sup> Frébault, Directrice de l'Ecole d'Arue, est placée dans la position de disponibilité sans solde, pour un an, à partir du 1<sup>er</sup> février 1925.



Par arrêté du Gouverneur, n° 57, en date du 24 janvier 1925, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. Albert, Cavallo Jewett, né à Henderson, Kentucky (Etats-Unis d'Amérique), le 20 décembre 1869, à l'effet de contracter mariage avec M<sup>lle</sup> Taputua, dite Mathilde Miller.

Par décision du Gouverneur, n° 59, en date du 27 janvier 1925, une permission d'absence de 30 jours, pour en jouir dans la Colonie, est accordée, à partir du jour de son embarquement pour les Tuamotu, à M<sup>me</sup> V<sup>ve</sup> Ch. Allain, Infirmière à l'hôpital local de Papeete.

#### *Archipels.*

Par décision du Gouverneur, n° 1, en date du 14 janvier 1925, le Gendarme Etchebarne, est nommé Greffier notaire, porteur de contraintes, agent sanitaire et directeur de la prison d'Uturoa, en remplacement de M. Colonna, indisponible pour raisons de santé.

Par décision du Gouverneur, n° 2, en date du 15 janvier 1925, le nommé Ani Raphaël, est nommé Gardien de résidence à Atuona, pour compter du 15 novembre 1924.

Par décision du Gouverneur, n° 3, en date du 15 janvier 1925, M. Jouette Calixte, Sous-Agent spécial à Taiohae, est nommé Greffier *ad hoc* pour assister le Juge de Paix de l'Archipel des Marquises, dans une enquête pour laquelle celui-ci est commis rogatoirement par jugement du Tribunal Civil de 1<sup>re</sup> Instance de Papeete.

Par décision du Gouverneur, n° 4, en date du 15 janvier 1925, le Chef Hueiki de Taiohae, est nommé pour représenter le Ministère Public dans une enquête pour laquelle le Juge de Paix de l'Archipel des Marquises est commis rogatoirement par jugement du Tribunal Civil de 1<sup>re</sup> Instance de Papeete.

Par décision du Gouverneur, n° 5, en date du 20 janvier 1925, une suspension de solde d'un mois est infligée à Tehahe a Paraurahi, Chef du district d'Opoa, pour refus d'obéissance.

Par décision du Gouverneur, n° 6, en date du 20 janvier 1925, une suspension de solde d'un mois est infligée à Teriitoofa a Muhi, Chef du district de Tumaraa, pour refus d'obéissance.

## SERVICE DES MINES

### Avis.

#### Demande de permis de recherches déposée au Service des Mines.

N° de la demande	Nom du demandeur	Nom du permis	Situation	Substances	Côté du carré	Date du dépôt de la demande
33	M. Bérard, (Charles).	Raiatea	Intérieur d'un carré orienté Nord-Sud, Est-Ouest et dont l'angle sud-ouest coïncide avec le pic Aehau (Raiatea), Iles-Sous-le-Vent.	Fer chromé et autres substances de la catégorie "c"	Carré de 3.400 mètres de côté et d'une superficie de 1.156 hectares.	Le 15 janvier 1925, à 10 heures

Papeete, le 15 janvier 1925.

Le Chef du Service des Mines,

G. HAYEM.

#### Permis de recherches établi par le Service des Mines.

N° des permis	Titulaire des permis	Nom des permis	Situation	Substances	Surface accordée	Période de validité
30	M. Bérard (Charles).	Raiatea	Ile Raiatea	Catégorie "d".	1.156 hectares environ.	du 22 janv. 1925 au 23 janv. 1927.
31	id.	id.	id.	Fer chromé et autres substances de la catégorie "c"	id.	id.

Papeete, le 22 janvier 1925.

Le Chef du Service des Mines,

G. HAYEM.

## SERVICE DES POSTES

## AVIS

Au mois de février prochain, le transport du courrier postal de Papeete à San Francisco sera assuré par le vapeur "Hauraki".

Ce navire arrivera à Papeete, le 5 février et en repartira le 6, à destination de San Francisco où il se trouvera le 20 février.

D'après l'horaire prévu, le courrier venant de San Francisco et apportant les correspondances de France et d'Amérique doit arriver à Papeete, le 7 février. La coïncidence des deux courriers n'est donc pas assurée à Papeete, mais elle le sera à San Francisco.

## PARTIE NON OFFICIELLE

## NOUVELLES ET INFORMATIONS

## CHAMBRE DE COMMERCE DE PAPEETE

RÉSULTATS du concours de dactylographie du 18 octobre 1924, organisé par la Chambre de Commerce sous le contrôle de l'Institut Sténographique de France.

## Diplôme Supérieur.

M. E. Bouzer.

## Diplôme de Capacité.

(Mention Bien.)

M<sup>lles</sup> Anna Lagarde.  
Jeanne Nouveau.

Marcelle Holozet.

## Diplôme de Capacité.

(Sans Mention.)

M<sup>lles</sup> Francescha Salvanayagam.  
Gabrielle Bérard.  
Rose Lagarde.

Marie Lagarde.  
Smidt.

## Diplôme Scolaire.

M<sup>lles</sup> Ori.  
Poura.  
Tapoto.

M<sup>lle</sup> Tiapatai.  
M. Bredin.

Le Président de la Chambre de  
Commerce,

CH. BÉRARD.

## ANNONCES JUDICIAIRES

Insertion faite en exécution de l'article 32 du décret  
du 28 novembre 1866.

Le Greffier des Tribunaux de Papeete (île Tahiti) informe M<sup>me</sup> Louise Marian AVERY, épouse de M. Emile LÉVY, sans résidence connue, que M. le Président a fixé au 3 mars 1925, à 8 heures, l'audience à laquelle sera appelé le procès pendant entre elle et M. Emile LÉVY, au sujet de demande en divorce.

En conséquence, M<sup>me</sup> Louise Marian Avery, est invitée à

fournir ses moyens dans les délais de la loi, et à se présenter à l'audience aux jour et heure indiqués, si elle ne veut se voir juger par défaut.

Le Greffier,  
G. DUBOUCH.

## ANNONCES DIVERSES

## "SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE TRANSPORT DES ILES SOUS-LE-VENT"

## Avis de convocation.

MM. les Actionnaires de la "Société Coopérative de Transport des Iles-Sous-le-Vent" sont invités à se réunir en Assemblée Générale extraordinaire, le 18 février 1925, à 9 heures du matin, au Théâtre Moderne à Papeete.

## ORDRE DU JOUR:

Augmentation du Capital.

Modification des articles 1, 2, 3, 4, 6, 7, 9, 10, 17, 18 des statuts.

Nomination des administrateurs.

Le Conseil d'Administration.

## Sensationnel — POUR RIEN!!

Une superbe lampe électrique de poche, par retour du courrier contre 800 timbres colonies, oblitérés, sans papier au dos, bon état, sans déchirures.

10 cartes postales différentes, pour 400 timbres.

J'achète timbres par quantités. Demandez catalogue et tarif général gratis.

C. VAUTERIN. St. Didier-au-Mont-d'Or. (Rhône)

## A VENDRE A L'AMIABLE

Propriété située rue de la Mission, comprenant maison d'habitation (6 pièces, 2 cabinets) cuisine, salle de bain, jardin.

S'adresser à M. GALLIEN.

## Conditions de vente du "Journal officiel" au numéro.

Le prix de vente de chaque numéro du Journal officiel et de ses suppléments est fixé comme suit:

Jusqu'à 16 pages.....	1 fr
De 17 à 24 pages.....	1 50
De 25 à 32 pages.....	2 »
De 33 à 40 pages.....	2 50
De 41 à 48 pages.....	3 »

Il est fait exception pour les suppléments contenant des revendications de propriété, lesquels sont vendus 0 fr. 50 par feuillet de 2 pages.